

<h1>1984</h1>	<p>Source :</p> <p><i>Points critiques</i> N° 19 - avril 1984</p>
---------------	-----------------------------------------------------------------------

De Beyrouth à Jérusalem : l'impasse

Marcel Liebman

Le Moyen-Orient vient d'être témoin d'un événement d'une importance considérable : l'échec auquel a abouti un engagement massif des Etats-Unis et, par contrecoup, de son allié israélien. La chose est d'autant plus étonnante que ce revers a pour agent principal un Etat de faible puissance, aux intérêts limités : la Syrie.¹

Que cela soit dit clairement : le gouvernement de Damas poursuit une politique qui ne s'encombre d'aucun scrupule et entend exploiter le problème palestinien pour renforcer ses propres cartes. Son action est, par ailleurs, d'une extrême brutalité. Il suffit de se souvenir de la méthode sanglante à laquelle il a recouru, en 1982, pour écraser ses contestataires intégristes.² Plus près de nous, il a réprimé, sans le moindre ménagement, des manifestations palestiniennes affirmant leur soutien à Yasser Arafat. Des dizaines de victimes ont ensanglanté les camps de réfugiés coupables de « loyalisme » envers le chef de l'OLP.

Echec à Reagan

Il y a maintenant des années que la présence syrienne est devenue un des facteurs fondamentaux du destin libanais. Elle est la résultante des vieilles ambitions de Damas (le rêve, devenu projet de « Grande Syrie ») et de la guerre civile qui sévit dans et autour de Beyrouth. Les Syriens ont joué les Palestiniens contre les chrétiens, les chrétiens contre les musulmans, les uns et les autres contre les Palestiniens, afin d'exploiter à leur profit les divisions à l'intérieur même de l'OLP. On louera leur réalisme ou on condamnera leur cynisme. Il est évident que leur soutien à la cause du peuple palestinien ne leur paraît politiquement défendable que dans la mesure où il lui permet de se servir de la résistance palestinienne comme d'un instrument docile.

¹ Le traité de paix israélo-libanais du 17 mai 1983, inspiré par les Etats-Unis, avait été abrogé par le Liban le 5 mars 1984, avant tout sous la pression de la Syrie.

² Le 2 février 1982, un soulèvement contre le pouvoir d'Hafez el-Assad avait éclaté dans la ville de Hama, sous la conduite d'officiers liés aux Frères musulmans. La ville fut reprise après 27 jours de siège et de bombardements à l'artillerie lourde. On estime qu'entre 10.000 et 25.000 civils furent tués au cours de cette répression.

A cette logique simpliste, intéressée et rigoureuse s'en ajoute une autre dont on niera difficilement la justification : l'Etat syrien ne peut admettre facilement ni qu'on dispose de son territoire ni qu'on règle le sort du Liban sans même le consulter. Or, le Golan est toujours occupé par Israël et le traité de paix libano-israélien du 17 mai 1983 avait été conclu à la suite de négociations entachées d'un vice fondamental : les Américains, malgré la distance qui sépare Washington de Beyrouth, étaient directement associés aux pourparlers. Mais les Syriens, partie directe au conflit, voisins immédiats des Libanais, avaient été soigneusement écartés. Après quoi, l'Occident s'est offert le luxe de l'indignation : le Président Assad prouvait son bellicisme en ne souscrivant pas à l'accord conclu sans lui et donc contre lui. Les Américains avaient poussé leurs pions libanais et leurs alliés israéliens pour imposer dans la région une « pax americana » qui avait pour eux l'avantage supplémentaire de représenter pour l'Union soviétique une défaite majeure.

Plus que Damas, plus que Tripoli, c'est Moscou l'ennemi et c'est à Moscou qu'il faut imposer revers et humiliations. La passivité manifestée par l'URSS pendant la guerre de 1982 révélait une faiblesse que Reagan a voulu compléter et couronner. La triple présence de sa flotte, de ses marines et de ses diplomates devait assurer ce triomphe. C'est à une impasse d'abord, à un échec ensuite qu'a abouti cette aventure. Excès de confiance, sous-estimation des réserves dont dispose encore le rival ? Les Etats-Unis n'ont voulu compter qu'avec les Israéliens et qu'avec Gemayel, protagoniste à peine déguisé d'un Etat tournant le dos à la réconciliation nationale et organisant le pouvoir des Phalangistes. Leur échec profite aux Druzes, aux Musulmans et aux Syriens. Il rejaillit sur Israël qui se voit privé de « son » traité, traduction d'une volonté de paix plus apparente que réelle (puisque, pour ne rien dire des Palestiniens, la Syrie a été systématiquement boycottée) et d'une vieille aspiration à dicter sa loi au Liban par chrétiens interposés,

Feu Camp David

C'est le député travailliste Yossi Sarid qui le constatait à la Knesset, dans un débat tenu dans les derniers jours d'octobre : l'ambition israélienne était de créer à Beyrouth un gouvernement stable et fort, mais ce plan ne pouvait être réalisé, selon Jérusalem, qu'avec le concours et au bénéfice des seuls chrétiens. Cette ambition faisait fi non seulement des intérêts syriens, mais des réalités confessionnelles et sociologiques du Liban, où les maronites sont de plus en plus minoritaires. L'opposition israélienne a beau jeu aujourd'hui de dénoncer les faillites d'une telle politique.

La volonté du gouvernement Likoud de contrôler la situation libanaise a abouti à une totale déconfiture. Le projet de diviser davantage encore le camp arabe par la conclusion d'un second traité de paix, s'ajoutant à celui liant Israël à l'Egypte, ce projet

est à l'eau. La justification principale de la guerre déclenchée en juin 1982 ne tient plus guère : en lieu et place d'une plus grande sécurité, les Israéliens accumulent des pertes au Sud Liban. Dans l'année qui avait précédé l'invasion du Liban, une victime israélienne - *une seule* - était tombée dans des affrontements avec les Palestiniens. Depuis la fatale expédition, les Israéliens ont eu à déplorer quelque six cents morts et des milliers de blessés. Et la liste s'allonge toujours.

Il n'y a donc pas de « seconde paix israélo-arabe ». Bien au contraire, la première est de plus en plus vidée de sa substance. Si l'Egypte réintègre le camp arabe, que restera-t-il, pour Israël, des acquis de Camp David : les territoires occupés ont été restitués au gouvernement du Caire, l'autonomie de la Cisjordanie (sous forme de protectorat israélien en attendant l'annexion pure et simple) se heurte encore et toujours à la résistance des Arabes et la tentative de diviser ces derniers n'a pas fait de progrès. Pauvre bilan.

Avec la rencontre entre le président Mubarak et Yasser Arafat, le « partenaire » égyptien a démontré son refus de se conformer au rôle que Begin et Shamir voulaient lui faire jouer. Israël a crié au scandale et son indignation a été d'autant plus grande que Washington ne l'a pas partagée et a jugé positive la visite faite en Egypte par le chef de l'OLP. L'initiative d'Arafat prouvait pourtant et tout à la fois son obstination à assurer l'indépendance de son organisation - notamment face à la Syrie - et à accentuer ses choix politiques dans le sens d'une plus grande modération. Mais pour les dirigeants israéliens, c'est là que gît précisément le danger : c'est l'option politique (plutôt que militaire et terroriste) qui suscite leur inquiétude et c'est la voie de la raison et du compromis que choisit Arafat qui leur paraît inadmissible. Il y a une convergence entre extrémistes israéliens et palestiniens. Mais les extrémistes, en Israël, c'est le gouvernement lui-même - avec une opposition qui s'en démarque à peine ; alors que, du côté palestinien, les extrémistes se trouvent du côté de la minorité dissidente en rébellion contre la direction officielle et légitime de l'OLP.

Direction officielle, cela est incontestable. Mais sur quoi et sur qui repose sa légitimité ? La réponse à cette question n'est pas seulement institutionnelle : le mandat que Yasser Arafat tient du Conseil national palestinien. Plus profondément, il faut la chercher dans l'attitude du peuple de Palestine. Malgré les pressions syriennes, malgré celles exercées par les occupants israéliens, les masses palestiniennes, dans leur grande majorité, ont exprimé leur soutien à Arafat lorsqu'il était acculé dans son réduit de Tripoli et qu'il y paraissait condamné. Sa défaite paraissait imminente et même sa liquidation. Il a été sauvé par un concours de circonstances : son courage face à l'adversité ; le secours que lui ont apporté la France et, plus discrètement, l'Egypte ; l'engagement des Palestiniens qui ont compris en quoi consistait l'enjeu de la lutte.

Ce qui était en cause, c'était moins la définition d'une politique (modération contre extrémisme) que celle d'une identité nationale : Palestine contre Syrie et même

Palestine contre arabisme. Voilà ce que représentent fondamentalement Yasser Arafat et l'OLP elle-même. Ils ont, l'un et l'autre, mille imperfections. Leurs défauts sont patents. Leur faiblesse indéniable. Et pourtant, ils survivent et vivent et tiennent, malgré les assauts de leurs ennemis conjugués qui vont de Tripoli (en Libye) à Damas en passant par Jérusalem. Tant et tant de fois ces ennemis de l'OLP, ennemis sionistes et ennemis antisionistes, ont cru tenir leur proie. Mais elle leur échappe chaque fois. A quoi cela tient-il ?

« L'Organisation de Libération de la Palestine est indestructible parce que ce n'est pas une organisation ». Ainsi s'exprimait récemment Khaled el-Hassan, un de ses fondateurs. Disons que c'est une organisation et autre chose encore, infiniment moins vulnérable : un symbole, celui de la (re) naissance du peuple palestinien. En 1948, celui-ci a subi une défaite totale. Il a disparu alors de la carte politique. Il a perdu en même temps que ses foyers son identité. La mise sous tutelle par une série d'Etats arabes n'a été pour lui qu'une maigre consolation. C'est avec la naissance de l'OLP et sa croissance que les Palestiniens ont rappelé au monde qu'ils existaient. Et le monde, vaille que vaille, a commencé à les reconnaître. Les imprécations elles-mêmes qui ont quelquefois accueilli les méthodes auxquelles recouraient les Palestiniens, même ces imprécations étaient, à leur manière, une forme de reconnaissance : nous existons puisqu'on nous insulte.

Et ce « nous » s'est identifié avec la personne d'Arafat. A la rigueur, on pourrait affirmer que cette identification est indépendante des mérites d'Arafat. Le président de l'OLP ne peut se targuer d'aucun succès important. Ses critiques palestiniens peuvent lui opposer des griefs sérieux, et même un constat de carence. Il y a des années, déclarent-ils, non sans raison, qu'il tente l'ouverture à l'Ouest, vers l'Europe, vers les Etats-Unis et, par voie de conséquence, vers Israël. Mais il ne réussit à ouvrir aucune de ces portes. Pour tous les « durs et les purs » - et ils sont légion dans les mouvements de libération nationale -, Arafat présente un double défaut : il trahit le programme et s'avère, en outre, inefficace puisque l'Occident, si souvent sollicité, le repousse en permanence.

Arafat cependant résiste à l'hostilité des uns et aux coups des autres parce qu'il incarne la volonté d'existence d'un peuple et son désir d'indépendance. En cela, et malgré ses erreurs, la Palestine se retrouve en lui et plus ses ennemis trouvent des alliés en Syrie, en Libye ou ailleurs, plus Arafat renforce le lien qui l'unit aux masses de Cisjordanie ou de la diaspora. A quoi s'ajoute une habileté et une persévérance que seuls ses détracteurs les plus fanatiques peuvent nier. Le voici qui renoue, après l'épisode de Tripoli, les fils d'une négociation avec Hussein de Jordanie, par l'entremise duquel, il espère, une fois encore, ébranler les Américains et enfoncer un coin dans le dispositif israélien toujours aussi intransigeant. Finalement, le plus démuné des protagonistes du conflit est aussi celui qui s'avère le moins réductible. Begin est vaincu, Shamir dérouté, Gemayel vacillant. Mais Arafat...

Un des côtés les plus insupportables des observateurs de la scène politique est leur désir d'avoir toujours raison. Pour ma part, mes erreurs d'appréciation ne se comptent pas. Sur un point - au moins -, je signe pourtant et je persiste : les événements qui se déroulent au Liban et en Israël, et les affrontements au sein de l'OLP. confirment qu'il n'y aura de paix dans cette région du monde que lorsque Israéliens et Palestiniens se reconnaîtront mutuellement. Les manœuvres, diplomatiques et militaires, auxquelles se sont livrés tous ces mois Syriens, Américains, Libanais et Israéliens aboutissent à l'impasse parce qu'ils se refusent à reconnaître cette évidence.